



Opinion | Finances

Les Etats doivent se désendetter

Pierre DEFRAIGNE

Directeur général honoraire à la Commission Européenne

Directeur exécutif de la Fondation Madariaga - Collège d'Europe

ment la France, la Belgique, l'Italie - ont cherché à compenser les inégalités par les dépenses publiques, mais sans oser lever les taxes nécessaires pour atteindre l'équilibre budgétaire à moyen terme; ensuite la plupart des Etats occidentaux ont dû voler à la rescousse de leurs banques surendettées par l'effet de levier; enfin, tous ont accru leurs déficits pour combattre la récession.

Mais du coup aujourd'hui, la plupart des Etats sont au bout du rouleau. Ils doivent se désendetter à défaut de quoi ils sont trop vulnérables à une remontée des taux d'intérêts au-dessus des taux de croissance de leurs économies, avec la menace inhérente de l'effet boule de neige. En outre, le vieillissement commande l'abaissement de la dette publique. Mais le "désendettement" de l'Etat pose deux problèmes: il a un impact déflationniste sur le niveau d'activité; la répartition de l'effort doit être équilibrée entre rentiers, travailleurs indépendants et salariés et entreprises, notamment les PME.

Les Etats-Unis ont pu longtemps financer leur déficit par émission monétaire. Mais dorénavant, les marchés redoutent la dépréciation du dollar et exigent que le Congrès fasse son devoir en relevant les impôts et en diminuant les dépenses, notamment de santé, mais aussi de défense. L'échéance, désormais inéluctable, pourrait être reportée après l'élection présidentielle de 2012. Entre-temps, le dollar sera mis sous pression par les marchés, et son statut international sera remis en question.

Du côté européen, les marchés financiers ont identifié un risque nouveau, celui d'une faillite de l'Etat par défaut sur sa dette, et ont entrepris de jouer la dette de certains pays à la baisse, faisant exploser leurs taux d'intérêt obligataires et aggravant ainsi le surendettement: la charge de la dette augmente et la récession se creuse faisant monter le chômage. Le plan de sauvetage de la Grèce règle-t-il la question? On peut en douter malgré le défaut partiel, malgré l'allongement des périodes de maturité et la baisse des taux consentis grâce à l'intervention solidaire des autres Etats de la zone. Si l'austérité



Illu Serge DEHAES

continue à étouffer la croissance, le risque est double: un refus du peuple grec de poursuivre les efforts et les réformes et un rebondissement de la crise financière grecque et son extension aux autres pays périphériques, voire à des "gros morceaux" comme l'Italie, la France et... la Belgique. Bref, le capitalisme occidental qui joue depuis trois décennies la croissance par l'endettement, notamment en raison d'une répartition trop inégalitaire des revenus, est au bout de sa course. Trois routes s'ouvrent devant lui: d'abord celle, imaginable seulement à long terme, d'un retour à la croissance grâce

à l'innovation technologique et institutionnelle et au changement des modes de production et de consommation imposés par l'écologie; ensuite celle de l'inflation qui sacrifierait les rentiers aux entrepreneurs, mais avec le risque d'un emballement non maîtrisable; enfin, la plus probable, celle d'une déflation plus ou moins larvée qui va poser d'une manière plus aiguë encore le lancinant problème de l'emploi des jeunes. L'Europe peut-elle résister à une dégradation différenciée des économies qui la composent? La démocratie tiendra-t-elle le coup si de vraies réponses ne

sont pas apportées au problème du chômage et des coupes sociales? La crise est pourtant à ce point profonde qu'elle n'aura pas d'issue satisfaisante sans une saisie de la double problématique de la croissance et de la répartition par la démocratie au niveau européen. Faire la part de l'inéluctable: le climat, la fin de la rente coloniale, l'ouverture des marchés. Intégrer les économies nationales par des politiques industrielles et financières communes. Mettre fin à la concurrence fiscale de manière à partager équitablement l'effort drastique d'assainissement budgétaire entre riches

Les Etats-Unis ont pu longtemps financer leur déficit par émission monétaire. Mais dorénavant, les marchés redoutent la dépréciation du dollar et exigent que le Congrès fasse son devoir en relevant les impôts et en diminuant les dépenses.

Opinion | Institutions belges

Communautaire et idéologique



Brieuc VAN DAMME (Itinera et Université de Gand)

Laurent HANSEEUW (Itinera et ULB).

A titre personnel

► Consciemment ou non, les protagonistes du gouvernement flamand posent les jalons d'une régionalisation de la sécurité sociale.

A l'heure où de sempiternelles tergiversations ont lieu sur la désormais célèbre note Di Rupo et agitent encore et toujours le monde politique belge, le gouvernement flamand n'hésite pas et va de l'avant. Vendredi 15 juillet, la coalition en place en Flandre (CD&V, SP.A et la NV-A) a proposé un décret "protection sociale flamande" incluant des politiques telles qu'une assurance hospitalisation flamande, des primes pour les jeunes enfants ou des plafonds de prix pour les soins à domicile. Sans juger de la pertinence de ces nouvelles politiques, il est aisé de voir qu'en marge de l'actuelle réforme de nos institutions, le gouvernement flamand pose d'ores et déjà les jalons d'une future - proche ou lointaine - régionalisation de la sécurité sociale fédérale.

Tous les protagonistes n'ont, bien sûr, pas de visées communautaires. Le SP.A ne pouvait être qu'en faveur de politiques renforçant la protection sociale tandis que le CD&V a vu là une opportunité de renforcer l'emprise de toute une série d'organisations lui étant semi-inféodées (les Mutualités Chrétiennes, Zorgnet Vlaanderen, etc.), comportement attendu d'un parti habitué au pouvoir. Il y a par contre peu de doutes sur les motivations, d'ailleurs clairement dévoilées, de la NV-A: anticiper une scission, à terme, de la sécurité sociale fédérale. Seuls les nostalgiques de la Belgique que papa et les crédules s'imaginant que cette réforme de l'Etat sera la der-

nière y verront matière à s'émouvoir. Néanmoins, un paradoxe est perceptible dans l'actuelle dynamique de régionalisation - ou communautarisation - de notre pays. En effet, nul n'ignore que la fracture communautaire est partiellement, voire grandement, idéologique. La NV-A enrobe d'ailleurs fréquemment sa rhétorique nationaliste d'arguments de type "libéraux" ou "réformistes". A l'opposé, le paysage politique francophone est dominé par le centre gauche et la plupart de ces partis sont particulièrement attachés aux politiques sociales menées par l'Etat fédéral.

Pourtant, comme l'illustre cette nouvelle politique flamande, les matières régionalisées ou communautarisées ne sont pas spécialement sujettes à des politiques plus "à droite" en Flandre qu'en Wallonie ou à Bruxelles; en témoigne la politique du logement (la Flandre continue à construire des logements sociaux alors que la Wallonie s'en remet uniquement au secteur privé, accompagné de politiques incitatives), la croissance plus importante du nombre de fonctionnaires en Flandre ou l'idée de création d'une société (publique) flamande d'énergie. A l'inverse, de nombreuses politiques wallonnes ne s'illustrent pas particulièrement par leurs caractères "gauchistes" tels que les modalités du plan Marshall ou les dernières propositions pour l'enseignement qualifiant, introduisant la possibilité pour des entreprises privées d'attribuer des certifications reconnues par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Il est surprenant d'observer que, pour une large partie de la population flamande, la régionalisation des compétences est une nécessité face aux refus francophones de réformer les politiques dans un sens plus libéral, alors qu'une fois ces politiques régionalisées, elles sont sujettes à un traitement dupliquant parfois sensiblement l'orientation belge. Il semble, par contre, que la population francophone attende douloureusement la régionalisation avant d'accepter des réformes qui devaient tôt ou tard s'imposer. Le cliché veut que nous vivions dans deux démocraties: une flamande à droite, et une francophone à gauche. Une rapide comparaison des politiques régionales et communautaires menées ces dernières années semble plutôt indiquer l'existence de deux communautés schizoéphrènes. En attendant un Freud institutionnel, l'électrochoc viendra peut-être des marchés financiers. En espérant que le traitement tue la maladie, pas le patient.